



la lettre



Police Municipale - Garde Champêtre - ASVP

INFO 53



Police de sécurité du quotidien : les élus partagés entre impatience et déception

Au lendemain de la présentation de la police de sécurité du quotidien, bon nombre de maires et d'associations d'élus ont réagi. Si tous attendent désormais avec impatience les résultats de ce "nouvel état d'esprit", certains élus ont exprimé leur déception de ne pas avoir été retenus pour expérimenter le dispositif. Tour d'horizon des réactions.

Depuis l'annonce de son lancement en juillet 2017, plus de cents maires ont postulé pour expérimenter la police de sécurité du quotidien. Finalement, comme l'a révélé le ministre de l'Intérieur le 8 février, seuls 15 « quartiers de reconquête républicaine » ont été sélectionnés pour accueillir en septembre cette police de proximité de nouvelle génération qui aura notamment pour vocation de réconcilier leurs habitants avec sa police en s'appuyant sur un « profond changement de méthode ». Quinze autres quartiers viendront s'ajouter en janvier 2019, avec au total 600 effectifs supplémentaires.

Le dispositif, annoncé en grande pompe, suscite de grandes attentes parmi les associations d'élus et maires à qui le ministre de l'Intérieur a lancé un appel pour définir, avec eux, « une vraie stratégie de sécurité pour les territoires » dans les trois prochains mois.

Fidéliser les forces expérimentées pour Villes de France

Mais certaines mesures de la future PSQ restent encore à éclaircir. Ainsi, Villes de France (ex-fédération des villes moyennes) « espère que le recrutement opérationnel de 10 000 représentants des forces de l'ordre supplémentaires sur le mandat se traduira par un rééquilibrage des effectifs dans toutes les villes ». Sa présidente, Caroline Cayeux, maire LR de Beauvais, estime qu'il est « préférable de limiter l'affectation des plus jeunes recrues dans les territoires difficiles, et d'étudier un renforcement des mécanismes de fidélisation des forces de l'ordre expérimentées, présentes dans toutes les zones sensibles ».

L'association souhaite en outre qu'un volet de la PSQ porte sur « l'échange d'informations entre tous les acteurs de la sécurité, informations qui seraient couvertes par un secret partagé ». Elle affirme que « la recherche d'une meilleure exécution des peines, quelles soient délictuelles ou contraventionnelles, doit constituer le premier socle de la lutte contre la délinquance et de toute forme d'incivilité ». Caroline Cayeux demande également une « optimisation des usages de la vidéoprotection », à titre préventif ou répressif, « par le développement des caméras intelligentes ou nomades et l'utilisation de drones ».

FÉDÉRATION AUTONOME DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE – POLICE MUNICIPALE

96, rue Blanche - 75009 PARIS - ☎01 42 80 22 22 - Fax 09 83 00 44 12

E-mail : contact.fafptpm@gmail.com - Sites Internet : www.policemunicipale.org et fafpt.org

Affiliée à la FÉDÉRATION AUTONOME DE LA FONCTION PUBLIQUE (FA-FP)

« Peu de grandes villes » pour France urbaine

A France Urbaine (ex-association des maires de grandes villes), on regrette surtout « qu'il n'y ait pas eu plus de grandes villes retenues ». L'association présidée par le maire LR de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, espère cependant que « l'expérimentation sera réussie, permettant la mise en place de la police de sécurité du quotidien dans toutes les villes ». France urbaine salue « l'intention d'un rôle renforcé du maire dans les politiques de sécurité », mais attend cependant « une définition plus précise des missions de cette nouvelle PSQ ».

L'association souhaite ainsi s'assurer que les effectifs annoncés ne vont pas « simplement remplacer les effectifs qui partent à la retraite » et que l'objectif est bien de « mettre en place une organisation qui puisse tenir compte et répondre aux problématiques locales ». Pour France urbaine, la police de sécurité du quotidien « doit permettre de renforcer la présence policière sur la voie publique, de déconcentrer les politiques de sécurité en renforçant les partenariats locaux et constituer un maillage supplémentaire des moyens de renseignement ».

Pour s'assurer de l'efficacité de ce nouveau dispositif, France urbaine demande « la mise en place d'une méthode d'évaluation de cette expérimentation à laquelle elle souhaite être associée ». Son président, qui accueillera la PSQ dans le quartier du Mirail, rappelle ainsi que les effectifs supplémentaires ne doivent pas faire oublier les « 200 policiers nationaux qui manquent cruellement à Toulouse ».

Le co-président de la commission sécurité de France Urbaine, Gaël Perdriau demande quant à lui sur son compte Facebook « que les collectivités, ainsi que les associations les représentant, soient étroitement associées à l'évaluation qui doit être faite à l'issue de la période 2018-2019 ». Le maire LR de Saint-Étienne précise qu'il se montrera, « particulièrement vigilant sur le strict respect des périmètres de compétences, relevant de l'État et de la municipalité et ce d'autant plus que la concertation avec les collectivités locales a été quasi inexistante ».

Des maires satisfaits

A Nice, dont les quartiers de l'Ariane et des Moulins ont été retenus pour expérimenter la police de sécurité du quotidien, le maire LR Christian Estrosi a tenu à « saluer les efforts du gouvernement pour initier une doctrine nouvelle ». Dans un communiqué, il a cependant pointé la nécessité d'évaluer ce dispositif « sur un temps long », afin qu'il ne soit pas « un échec, comme les zones de sécurité prioritaires mises en place par le gouvernement socialiste ».

Le maire LR de Marseille, Jean-Claude Gaudin, « se félicite » lui aussi du lancement de la PSQ. « J'espère que la police nationale déploiera tous les effectifs nécessaires, au service de cette belle initiative et de cette nouvelle mission », écrit-il dans un communiqué.

Alors que les quartiers du Neuhof et de la Meinau ont été classés « quartiers de reconquête républicaine », le maire de Strasbourg, Roland Ries (PS), se réjouit pour sa part que « les nouveaux effectifs aient notamment pour objectif de renforcer le lien entre la population et les forces policières ainsi que la collaboration avec les partenaires locaux ». Il précise dans un communiqué que « les services municipaux de proximité, la police municipale et les adjoints de quartier seront évidemment des acteurs importants de la démarche grâce à leur connaissance du terrain et de ses problématiques ».

« La police de sécurité du quotidien accompagnera notre volonté de répondre au mieux aux attentes des habitants, d'être au cœur des préoccupations du quotidien et de garantir la sécurité de chacun de nos concitoyens », écrivent de leur côté Didier Droart, maire (LR) de Tourcoing, et Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des comptes publics et ancien maire de la ville.

La maire de Lille, Martine Aubry, accueille également « avec satisfaction » la décision de lancer la PSQ dans les quartiers de Fives et Moulins. Selon elle, l'arrivée de ce dispositif est « nécessaire » au regard de la « situation de Lille, où les trafics de stupéfiants et les actes de délinquance qui leur sont liés n'ont cessé de progresser ces dix dernières années ». « Nous attendons de connaître dans le détail les moyens supplémentaires qui seront affectés, et seront vigilants à ce qu'ils soient à la hauteur des besoins », souligne-t-elle dans un communiqué.

Pour Jean-Louis Fousseret, maire LREM de Besançon où le quartier de Planoise a été choisi, « le gouvernement tient son engagement. Des effectifs identifiés et des moyens supplémentaires nous seront affectés. Ce dispositif vient compléter la bonne coopération entre toutes les forces de l'ordre et de la justice ».

Des élus déçus

D'autres élus ont quant à eux été très déçus de ne pas faire partie de l'expérimentation. Ainsi, alors que la ville de Stains, en Seine-Saint-Denis, faisait partie des villes candidates, elle n'a pas été retenue par le ministère de l'Intérieur, au grand dam de son maire communiste, Azzédine Taïbi. « Il y a pour ma part une grande incompréhension. D'autant qu'on ne connaît pas les critères qui ont permis de définir le choix des communes retenues pour accueillir la PSQ », affirme-t-il sur LCI, annonçant sa volonté d'écrire à Gérard Collomb pour l'inviter « pour qu'il mesure les difficultés que rencontrent nos commissariats ».

Le député communiste de Seine-Saint-Denis, Stéphane Peu, évoque pour sa part « une injustice ». Il affirme que « la Seine-Saint-Denis est la grande oubliée de la police de sécurité du quotidien » et s'interroge sur les « critères retenus » dans plusieurs tweets.

« C'est incompréhensible, se désole le maire PCF de Grigny, Philippe Rio dans Le Parisien. Je suis stupéfait, mais pas surpris. C'est à nouveau un mauvais signal que nous envoie l'État. » Philippe Rio rappelle que son territoire « est reconnu comme un des plus complexe de France en matière de sécurité » et souligne qu'il va « continuer le combat ».

Une déception partagée par François Rebsamen. « Je m'attendais à quelque chose d'autre, à une véritable mise en place d'une police de sécurité du quotidien sur l'ensemble des villes, avec des contrats à passer avec les villes. Or, il s'agit de cibler sur les quartiers prioritaires en matière de délinquance », déplore le maire PS de Dijon et président de la commission « prévention de la délinquance et sécurité » de l'AMF sur France 3.

Le sénateur LR de Moselle, François Grosdidier, déplore pour sa part sur Twitter un « déploiement lent et partiel alors que le malaise est vif et général sur tout le territoire ». L'ancien maire de Woippy estime que la PSQ « sera un rhabillage des ZSP et BST (Brigade de surveillance du territoire) ». Il estime par ailleurs que le ministre de l'Intérieur « cible bien certaines tâches indues mais n'en tire pas les conclusions sur le nécessaire rehaussement de la qualification judiciaire de la police municipale pour décharger la police nationale et la gendarmerie ».

« Les Seynois attendront encore que l'État se décide à accompagner les efforts communaux et métropolitains », écrit le maire PS de La Seyne-sur-Mer (Var), Marc Vuillemot sur son blog. Le président de l'association Ville et banlieue regrette que « le ministre de l'Intérieur n'ait jugé que les sentiments d'insécurité résultent d'un pur fantasme partagé entre 65 000 Seynois (...), ou que les — objectivement — bons résultats obtenus par nos polices municipale et nationale, avec ceux des opérateurs de nos actions de prévention, dans le cadre de notre zone de sécurité prioritaire, suffisent, malgré le peu de moyens dont ils disposent, à garantir la sécurité et prévenir toutes les déviances ».

La présidente LR de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, s'est dite pour sa part « mal à l'aise » face à la PSQ. « Moi je crois qu'aujourd'hui, la police de proximité, c'est la police municipale. Et qu'il faudrait

FÉDÉRATION AUTONOME DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE – POLICE MUNICIPALE

96, rue Blanche - 75009 PARIS - ☎01 42 80 22 22 - Fax 09 83 00 44 12

E-mail : contact.fafptpm@gmail.com - Sites Internet : www.policemunicipale.org et fafpt.org

Affiliée à la **FÉDÉRATION AUTONOME DE LA FONCTION PUBLIQUE (FA-FP)**

donner aux communes la possibilité de beaucoup plus de moyens pour faire cette troisième force de police qui serait la police de proximité », a-t-elle affirmé sur BFMTV, dénonçant « un « mélange de genres » que « de demander de faire et la répression et la prévention ». « Le vrai sujet, ce serait de rendre obligatoire les vraies polices municipales dans les villes de plus de 10.000 habitants, en leur donnant les moyens de le faire », a indiqué Valérie Pécresse, reprenant ainsi l'une des propositions de François Fillon lors de la campagne présidentielle.

Focus

« Peu d'annonces » pour les policiers municipaux

« Je ne vois pas grand chose de nouveau. Cela fait 30 ans que je vois des projets qui tournent autour de la collaboration entre l'Etat, les collectivités, les bailleurs... Et à chaque fois ces projets sont avortés ou ne sont pas menés à terme ou sont inefficaces », affirme sur Public Sénat Patrick Lefèvre, secrétaire général de FOPM, qui avait appelé au boycott du lancement de la PSQ. « Donc, j'ai un petit sentiment de réchauffé, je reste sceptique. Qu'on nous donne des moyens, la reconnaissance, le soutien de nos autorités, le reste on sait faire », poursuit-il.

« Peu d'annonce concernant directement la police municipale », remarque le **syndicat FA-FPT**. « Le plus intéressant pour les policiers municipaux est la mission parlementaire dont ont été chargées les députés Alice Thourot et Jean-Michel Fauvergue » sur le continuum de sécurité, précise-t-il. Leur rapport, qui doit être rendu fin juin, « orientera les nouveaux axes de coopérations repensés associant police d'État, municipales, élus locaux, citoyens, bailleurs sociaux, garde nationale, sécurité des transports et sécurité privée ».

Lors de la présentation de la PSQ, les débats ont cependant évoqué la possibilité pour les policiers municipaux de voir leurs compétences augmenter, au regard notamment de la volonté affichée de transférer un certain nombre de tâches indues de la police nationale. Le ministre, Gérard Collomb, a par ailleurs appelé les maires à développer leurs polices municipales ainsi que leurs systèmes de vidéoprotection

Reproduit avec l'aimable autorisation du Club Prévention Sécurité de La Gazette des Communes

Pour retrouver cet article : <http://www.lagazettedescommunes.com/549093/police-de-securite-du-quotidien-les-elus-partages-entre-impatience-et-deception/?abo=1>